



Rapport Financier 2009

SOMMAIRE

A/ Déclaration des personnes physiques responsables.....Page 4

B/ Comptes annuels

I/ Bilan.....Page 6

II / Résultat.....Page 8

III/ Tableau de flux de trésorerie..... Page 9

IV/ Variation des capitaux propres.....Page 10

V / AnnexePage 11

C/ Rapport de gestionPage 31

D/ Rapport des contrôleurs légaux.....Page 48

A/ Déclaration des personnes physiques responsables

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes de présentés dans le rapport financier annuel 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to be 'E. F.' followed by a vertical line extending downwards.

Le Président du Conseil d'administration
Eric FISCHMEISTER

B/ Comptes annuels

I/ Bilan

BILAN ACTIF	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
en K €				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	94	7	20
Concession, brevets et droits similaires	60	60		13
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	70	67	3	
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	1	1		
Autres immobilisations corporelles	1 711	1 071	641	715
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	9		9	9
Autres immobilisations financières	901		901	222
Total I	11 611	1 886	9 724	9 142
Avances et acomptes versés sur commar	94		94	143
Créances				
Clients et comptes rattachés	8 996	238	8 759	10 934
Autres créances	508		508	654
Valeurs mobilières de placement	5 936	1	5 935	3 411
Disponibilités	559		559	1 160
Charges constatées d'avance	157		157	301
Total II	16 252	238	16 013	16 602
TOTAL ACTIF	27 862	2 125	25 738	25 744

BILAN PASSIF	31/12/2009	31/12/2008
	en K €	
Capitaux propres		
Capital	591	591
Prime d'émission, de fusion, d'apport	9 117	9 117
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		1 360
Autres réserves		
Report à nouveau	4 515	1 839
Résultat	1 000	1 316
Total I	15 309	14 309
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	865	310
Provisions pour charges		
Total II	865	310
Dettes		
Emprunts obligataire convertibles		
Emprunts et dettes financières	3	3
Emprunts et dettes financières divers	261	241
Fournisseurs et comptes rattachés	2 276	2 494
Dettes fiscales et sociales	5 862	7 392
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	119	230
Produits constatés d'avance	1 044	764
Total III	9 564	11 124
TOTAL PASSIF	25 738	25 744

II / Résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2009	31/12/2008
	en K€	
Chiffre d'affaires	34 118	36 705
Production immobilisée		12
Subventions d'exploitation		429
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	108	
Autres produits	1	
Total produits d'exploitation	34 227	37 147
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	8 009	8 190
Impôts, taxes et versements assimilés	948	1 092
Salaires et traitements	16 232	16 869
Charges sociales	8 103	8 718
Dotations aux amortissements des immobilisations	182	533
Dotations aux provisions sur actif circulant	88	106
Dotations aux provisions pour risques et charges	109	19
Autres charges		
Total charges d'exploitation	33 671	35 527
Résultat d'exploitation	555	1 620
Produits financiers de participations		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transfert de charges	1	20
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de VMP	33	96
Total produits financiers	34	116
Dotations aux provisions	1	127
Intérêts et charges assimilées	5	4
Différence négative de change		1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		88
Total charges financières	5	220
Résultat financier	29	-104
Résultat courant avant impôts	584	1 516
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	71	208
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3
Reprise prov. Pour risques & charges except.	98	2
Total produits exceptionnels	169	213
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	426	79
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3
Autres Charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions	476	
Total charges exceptionnelles	901	82
Résultat exceptionnel	-732	131
Participation des salariés aux résultats		
Impôt sur les bénéfices	-1 147	331
Bénéfice ou perte	1 000	1 316
Résultat par action (en Euros)	0,37	0,45
Résultat dilué par action (en Euros)	0,37	0,45

III/ Tableau de flux de trésorerie

(En K€)	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net	1 000	1 316
Dotations nettes aux amortissements et provisions	797	565
Mali de fusion SCM	115	
Neutralisation de l'impôt	-1 147	
Marge brute d'autofinancement	764	1 881
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	753	1 619
Crédit d'impôt recherche reçu sur l'exercice	1 147	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 665	3 500
Acquisitions d'immobilisations	-762	-206
Cessions d'immobilisations		3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-762	-202
Réduction de capital		-433
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Encaissements d'emprunts	60	
Remboursements d'emprunts	-40	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	20	-433
Incidence des variations de taux de change		
Variation de trésorerie	1 923	2 865
Trésorerie à l'ouverture	4 571	1 706
Trésorerie à la clôture	6 494	4 571

IV/ Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/07	648	9 890	1 331	1 962	-8	13 823
Affectation du résultat 2007			115	-123	8	
Réduction de capital	-57	-773				-830
Résultat au 31/12/2008					1 316	1 316
Capitaux propres au 31/12/08	591	9 117	1 446	1 839	1 316	14 309
Affectation du résultat 2008			-1 360	2 676	-1 316	
Résultat au 31/12/2009					1 000	1 000
Capitaux propres au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000	15 309

V / Annexe

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009 dont le total s'élève à 25 738 K euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat courant de 584 K euros et un bénéfice de 1 000 K euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2009 au 31/12/2009.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Une transmission universelle du patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING MEDIA en faveur de SOFT COMPUTING a été réalisée à effet au 1^{er} janvier 2009. De ce fait, Soft Computing devient l'unique société du « Groupe ».

Les difficultés économiques mondiales ont amené la société à prendre des mesures de restructuration qui se sont traduites par des coûts supplémentaires importants pesant fortement sur le résultat net avant impôt.

Postérieurement à l'arrêté des comptes de l'exercice 2008, la société a fait procéder par un prestataire extérieur, à l'estimation du Crédit d'Impôt Recherche relatif à cet exercice. La créance d'impôt en résultant a été comptabilisée sur le présent exercice pour un montant de 1147 K€

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 4 ans |
| - Matériel informatique | 1 à 3 ans |
| - Mobilier | 7 à 10 ans |

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. ***Suivi des fonds de commerce (et autres actifs incorporels et des titres de participation, le cas échéant)***

Chaque année la valeur actuelle des fonds de commerce (et des titres de participation, le cas échéant) est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce (ou des titres de participation le cas échéant) est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 31 décembre 2009, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce.

. ***Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement***

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

. ***Créances***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. ***Chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation. Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 284 K€ au 31/12/2009. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière. Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
(en K€)

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Fusion SCM	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101					101
Fonds de commerce	1 081					1 081
Mali de fusion	7 677					7 677
Autres immo. incorporelles	160		7		-38	129
Immob. Corporelles (1)	1 606	5	77	13	38	1 713
Immob. Financières (2)	899	-668	738	59		910
TOTAL GENERAL	11 523	-664	822	72		11 610
(1) dont aménagts des constructions						
agencements installations	604		5			609
informatique	646	5	71	13	38	748
transport						
Mobilier	356					356
Immobilisations en cours						
	1 606	5	77	13		1 713
(2) dont entreprises liées:						
Titres Soft Computing Média (*)	668	-668				
Titres SCT						
Actions propres en voie d'annulation	6		737			743
Prêt au personnel	9					9
et dont dépôts et cautionnements	217		1	59		158
	899	-668	738	59		910

(*) Ces titres ont été sortis au moment de la TUP

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Fusion SCM	Augmenta - tions	Diminu - tions	Virment de poste à poste	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	81		13			94
Autres immo. incorporelles	740		18		-38	720
Immob. Corporelles (1)	891	5	151	13	38	1 072
TOTAL GENERAL	1 713	5	182	13		1 886
(1) dont aménagements constructions						
agencement des installations	101		58			159
informatique	557	5	103	13		651
transport						
Mobilier	234		28			262
	891	5	189	13		1 072

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€ L'amortissement de l'exercice s'élève à 6 K€ Ce logiciel se trouve totalement amorti au 31/12/2009.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en K Euros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Fusion SCM	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges						
Risques sur stocks options	1					1
Autres provisions pour risques et charges	71	450	36			484
Risque URSSAF	238	141				379
Provisions dépréciation :						
Dépréciation des titres (SC Média)	668				-668	
Créances clients	224	88	61		-14	238
Comptes courants d'associés	71				-71	
Actions propres						
Valeur Mobilières de placement	1					1
Total provisions	1 274	680	97		-753	1 104
Dont dotations et reprises :						
d'exploitation		204	97			
financières						
exceptionnelles		476			98	

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2009 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

en K Euros	Montants bruts 2009	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2008
Avances et acomptes	94	94			143
Clients et comptes rattachés	8 996	8 996			11 158
Personnel	72	72			94
Autres impôts et assimilés	350	350			379
Comptes courants groupe					71
Autres créances	87	87			180
Charges constatées d'avance	157	157			301
Total	9 756	9 756			12 326

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en K euros	Montants bruts 2009	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2008
Emprunts et dettes Ets crédit	3	3			3
Avances conditionnées	260	260			240
Comptes courants associés	1	1			1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 276	2 276			2 494
Dettes sociales	3 530	3 530			4 164
Autres impôts et assimilés	2 292	2 292			3 228
Autres impôts et assimilés débiteurs	-36	-36			
Produits constatés d'avance	1 044	1 044			764
Autres dettes	119	119			230
Total	9 488	9 488			11 124

NOTE 7 – DIFFERENCES D’EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO pour une valeur de 5 920 K€ Leur valeur liquidative au 31 décembre 2009 est de 5 920 K€

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour de l'année ; il n'existe donc aucune plus-value latente.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 15 K€ correspondent à l'achat par SOFT COMPUTING de 5 458 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

Ces actions propres font l'objet d'une provision pour dépréciation des actions propres à hauteur de 0.7 K€ en raison de la baisse du cours de l'action au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, la société a acquis 244 957 actions en vue de les annuler à l'automne 2010. Celles-ci ont été comptabilisées en compte « 277200 – Actions propres en voie d'annulation ».

	Fin 2009	Fin 2008
Quantité achetée	250 415	6 769
Prix d'acquisition moyen en €	3.02	2.40
Montant en K€	757	16
Frais de courtage	4	4

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 € Plus aucune option n'est exerçable à ce jour.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 € Une partie de ces options a été exercée au cours de l'exercice 2007. 11 250 actions restent exerçables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 € Plus aucune option n'est exerçable à ce jour.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 € 20 111 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 € 19 925 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 € 45 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce second plan, le délai étant expiré.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 € 122 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration n'a plus la possibilité d'attribuer des options de ce troisième plan, le délai étant expiré.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en K euros)	31/12/2009	31/12/2008
Clients et comptes rattachés	1 696	783
Autres créances	23	128
Total	1 719	911

Charges à payer (en K euros)	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	864	1 041
Dettes fiscales et sociales	1 739	2 265
Total	2 606	3 310

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en K euros)	31/12/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation	1 044	764
Total	1 044	764

Charges constatées d'avance (en K euros)	31/12/2009	31/12/2008
Charges d'exploitation	157	301
Total	157	301

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 955 948			2 955 948

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2008	591	9 117	1 446	1 839	1 316	14 309
Réduction de capital						
Affectation du résultat 2008				1 316	-1 316	
Dividendes						
Virements de poste à poste			-1 360	1 360		
Résultat 2009					1 000	1 000
Situation au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000	15 309

NOTE 13 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 31 décembre 2009 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 804 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 31 décembre 2008 ces rémunérations s'élevaient à 766 K€ et concernaient 6 personnes.

NOTE 14 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2009	31/12/2008
Cadres	326	333
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	30	29
Total	356	362

NOTE 15 – DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31/12/2009, 3 405 heures de formation ont été acquises par l'ensemble des salariés dont 2 678 n'ont pas fait l'objet d'une demande de formation de la part des salariés.

NOTE 16 – CHIFFRE D’AFFAIRES

Le Chiffre d’affaires est essentiellement réalisé en France :

	2009	2008
• Banque assurance:	46 %	51 %
• Industrie et Services/B2B :	12 %	10 %
• Distribution/VPC :	18 %	15 %
• Télécoms :	9 %	11 %
• Transport et tourisme :	4 %	6 %
• Services :	11 %	7 %

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	31/12/2009	31/12/2008
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	33	96
Reprise de provisions financières	1	20
Escomptes accordés	-5	-4
Moins value sur cession de VMP		-88
Dotation aux provisions financières	-1	-127
Résultat financier	29	-104

NOTE 18 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2009	31/12/2008
Autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-355	129
Dotation aux provisions exceptionnelles (3)	-476	
Reprise de provisions exceptionnelles (2)	98	2
Résultat exceptionnel	-732	131

(1) dont 293 k€ d'indemnités transactionnelles et préavis versés au pôle emploi.

dont 115 k€ correspondant au mali technique lié à la transmission universelle du patrimoine de SOFT COMPUTING

(2) dont 98 k€ de reprise de provision sur les actifs circulants lié à la transmission universelle du patrimoine de SOFT COMPUTING MEDIA vers SOFT COMPUTING.

(3) Provisions pour licenciements et litige URSSAF.

NOTE 19 – ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

SITUATION FISCALE DIFFEREE	Bases	Montant d'impôt
ALLEGEMENTS EN BASES		
Provision pour perte à terminaison	24	8
Organic	58	19
Construction		
ARD et déficits reportables	200	68
Economie d'impôt latente (taux 33,33% au 31/12/09)	282	95

NOTE 20 – VENTILATION DE L'IMPOT SOCIETE

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	483		483
+ Résultat exceptionnel	-631	-1 147	516
Résultat comptable	-148	-1 147	1 000

NB : Concernant l'exercice 2009, l'identification des projets éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ainsi que son calcul, effectué selon des modalités analogues à celles de l'exercice précédent, n'était pas achevé à la date d'arrêté des comptes annuels, en conséquence la créance d'impôt n'a pas été comptabilisée au titre de l'exercice clos.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Montants 2009 Montants 2008

- Indemnités de départ à la retraite

284 K€

346 K€

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales

Total calculé des indemnités de départ à la retraite:	284 K€
Montant versé en 2009:	0 €
Total de l'engagement :	284 K€

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 K€ pour les locaux occupés quai de Grenelle.

NOTE 22 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur d'achat	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing (actions Propres)	250 415,00	8,47%	757	757
TRESORICIC	19,73	NA	1 274	1 274
Monevalor (Société Générale)	780,23	NA	4 646	4 646

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres en K€

	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Actions acquises via le contrat de liquidité	11	5		16
Actions propres pour annulation	6	737		743
Dépréciation des actions propres	-1			-1
Solde	16	742		758

La dépréciation des actions propres acquises pour annulation n'a pas été comptabilisée. Le montant de la provision aurait été de 84 K€

NOTE 23 : INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

■ En K€

	SEREC AUDIT				GRANT THORNTON			
	Montant		%		Montant		%	
	2009	2008	2009	2008	2008	2007	2008	2007
AUDIT								
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	37	42	88%	91%	25	20	125%	95%
Missions accessoires								
Sous-total	37	42	88%	91%	25	20	125%	95%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	37	42	37	100%	25	20	20	100%

NOTE 24 - FACTEURS DE RISQUE

Risques clients

Soft Computing cible pour l'essentiel une clientèle de grands et très grands comptes. Les risques de défaillance des clients sur ce segment sont donc limités.

- L'activité de conseil est rarement l'objet de contentieux client. Par ailleurs, l'expérience du conseil a poussé Soft Computing, dès sa création, à mettre un accent particulier sur la qualité de ses prestations, le respect des engagements pris avec les clients et la fidélisation. Dans ces conditions, les risques de litige sur des prestations sont limités.
- Un compte client déformé en décembre par la saisonnalité de la facturation : le groupe est soumis à la saisonnalité traditionnelle des activités de conseil aux entreprises : surpondération de la facturation au quatrième trimestre et plus particulièrement en

décembre. Ce phénomène tend à gonfler le compte client à fin décembre, sans que ceci constitue un risque particulier pour le groupe.

- Une attention toute particulière est apportée en permanence à la gestion des comptes clients, grâce au respect des procédures internes permettant de réduire les délais de paiement :

A fin décembre 2009, le ratio client affiche un compte client stable qui représentait 78 jours de chiffre d'affaires, contre 91 jours fin 2008.

- Un provisionnement prudent : les comptes clients sont scrutés mensuellement à la lumière des revues de projet et systématiquement provisionnés en cas de risque pressenti ou avéré. A fin décembre 2009, les provisions pour clients douteux s'élevaient à environ 3 % du compte client.

Risques de taux et de liquidité

Le niveau de trésorerie est largement positif (6,5 M€ à fin décembre 2009), la société ne fait pas appel à l'emprunt bancaire et n'utilise pas ses lignes de concours courants. Les seules dettes au bilan sont une avance non indexée conditionnée reçue dans le cadre d'un projet (0,3 M€). Toute hausse de taux aurait un impact positif sur le résultat financier.

Risques sur affaires en cours

Les risques sur affaires en cours concernent les contrats au forfait à cheval sur deux exercices. Ceux-ci ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'avancement audité par les Commissaires aux Comptes sur la base des éventuels dérapages constatés sur les planifications du reste à faire à fin janvier. Fin 2009, la facturation et l'avancement réel des travaux sont globalement en phase.

Risques liés à la politique d'assurance

Dans le cadre de son activité, Soft Computing a souscrit toutes les polices d'assurance habituelles relatives à son activité. En particulier, les dommages engageant la responsabilité civile d'exploitation de Soft Computing sont couverts à hauteur de 6,1 M€ pour les dommages corporels, et 0,8 M€ pour les dommages matériels. La responsabilité civile professionnelle couvre tous dommages à hauteur de 0,8 M€

Depuis sa création, Soft Computing a eu à faire appel à sa police d'assurance responsabilité civile pour la première fois depuis plus de 20 ans, au début de l'année 2009.

Le coût global des primes d'assurances est d'environ 59 K€ et les franchises sont négligeables.

Risques liés au départ d'hommes clés

La dimension humaine de l'entreprise et sa structure de gestion des ressources humaines sont des gages de stabilité des équipes, et notamment des hommes clés.

Cependant, dans l'hypothèse où des personnes clés venaient à quitter l'entreprise, le groupe pourrait subir une baisse de chiffre d'affaires liée à la perte de relations privilégiées avec certains clients. Cette baisse de chiffre d'affaires pourrait alors avoir un impact sur la rentabilité du groupe.

Risques de marché

Les disponibilités de Soft Computing sont systématiquement placées en instruments monétaires à court terme qui ne présentent aucun risque de marché.

Risque lié à la concurrence

Le positionnement de spécialiste vertical de Soft Computing protège le groupe de ces principaux concurrents qui, positionnés horizontalement, sont moins pertinents dans leur réponse au marché et, moins pointus, sont plus exposés aux retournements de cycles.

Cependant, la tendance à la concentration des fournisseurs référencés chez les grands comptes, clientèle traditionnelle du groupe, pourrait amener certains clients à préférer des prestataires plus importants en taille, bien que moins spécialisés, à des spécialistes pointus mais dont la taille est insuffisante pour générer un volume d'achat significatif à leur échelle. Cette situation, si elle s'avérait, pourrait avoir un impact sur les prix, donc sur la rentabilité du groupe, voire sur le chiffre d'affaires.

Risque lié à la délocalisation offshore

Les délocalisations touchent de plus en plus les services informatiques. Cette évolution vers la délocalisation offshore ne concerne pas le conseil et les opérations de Soft Computing qui nécessitent une proximité culturelle et physique au client. Pour la partie « technologie » qui représente près de 64 % de l'activité du groupe, les activités au forfait pourraient à terme être confrontées à une concurrence offshore à bas prix. Dans une telle hypothèse, les prix seraient tirés à la baisse et pourraient impacter négativement l'activité et la rentabilité du groupe sur un peu plus de 15 % de son périmètre actuel.

Risque lié aux évolutions technologiques

Soft Computing délivre des prestations. Le rythme actuel, relativement lent depuis 5 ans, d'évolutions technologiques est un facteur de croissance pour Soft Computing :

- Elles induisent un surcroît de travail pour assurer les migrations,
- elles tirent les activités de conseil liées aux choix d'outils.

Cependant, le capital connaissance des équipes de Soft Computing, notamment sur les offres technologiques, constitue le levier de la croissance et de la rentabilité. Une rupture technologique majeure et mal anticipée par le groupe pourrait induire un décalage entre les savoir-faire disponibles

dans les équipes et la demande du marché. Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires et la rentabilité se verraient affectés.

Risque lié à la croissance

Soft Computing a démontré sa capacité à maîtriser sa croissance dans les périodes de fortes croissances (internes et externes), grâce à une structure d'accueil toujours adaptée en avance aux prévisions budgétaires.

La structure actuelle de Soft, les procédures de fonctionnement et les outils de pilotage permettent d'absorber facilement cette croissance :

- Recrutement : la direction des Ressources Humaines est calibrée pour recruter à un rythme supérieur à celui constaté en 2008.
- Pilotage : le système et les procédures de contrôle de gestion projet ont été encore améliorés en 2009. Dans le cadre de la mise en place du système qualité et d'un nouveau système de gestion, l'ensemble du management dispose de toutes les données relatives à chaque projet. Cette information hebdomadaire permet d'anticiper les risques projet très en amont.

Cependant, si la demande venait à se redresser plus brutalement que prévu, l'impact pourrait être pour le groupe un ralentissement de sa propre croissance, voire une décroissance de l'activité, à la suite de deux phénomènes : une tension soudaine sur le marché de l'emploi et une augmentation soudaine et forte des démissions qui perturberaient la production.

Autres risques

Les autres risques, listés ci-dessous, ne sont pas significatifs :

- Risques de garantie : néant, car aucun contrat d'ingénierie au forfait n'a été livré dans les trois mois précédents la clôture de l'exercice.
- Risques de change : néant, car la quasi-totalité des factures émises est en euros.
- Risques sur instruments dérivés : néant, car le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés.
- Risques liés aux acquisitions futures : néant, car aucun engagement non finalisé n'a été pris au cours de l'exercice 2009, ni au cours du premier semestre 2010, pour des acquisitions potentielles en 2010.
- Risques industriels et environnementaux : néant, car le groupe exerce exclusivement des activités de services.
- Risques réglementaires : néant.

NOTE 25 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture à signaler.

C/ Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION
établi par le Conseil d'Administration
et présenté à l'Assemblée Générale
Ordinaire Annuelle du 18 mai 2010

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2009 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A. Résumé de l'activité 2009

L'exercice 2009 se solde par un Chiffre d'Affaires de 34,1 millions d'euros en baisse de 7 % alors qu'il a été multiplié par 6,4 en dix ans.

Le résultat d'exploitation a été divisé par trois en 2009. Après avoir plongé au second trimestre, celui-ci ressort finalement à 1,6% grâce aux mesures de restructuration démarrées suffisamment tôt qui ont permis de réaliser un bon 4ème trimestre.

Ces mesures de restructuration ont toutefois pesé dans les comptes pour 0,7 M€, pénalisant le résultat avant impôt qui ressort avec une perte de 0,1 M€.

Le résultat net après impôt tient compte de la comptabilisation d'un Crédit Impôts Recherche 2008 pour 1,1 M€. Cela a généré un impôt négatif augmentant le résultat net d'autant. Le résultat net s'établit dans ces conditions à 1 M€, à comparer à 1,3 M€ en 2008.

Grâce à notre positionnement de spécialistes sur nos trois domaines d'expertises – CRM, Business Intelligence et e-Business - nous avons finalement traversé la crise de l'année 2009 relativement mieux que nombre d'acteurs de notre marché.

Nous avons anticipé la crise dès septembre 2008 et mis en place des actions précoces en termes de maîtrise des coûts et des risques.

En complément et pour sauvegarder nos capacités de reprise, nous avons début 2009 pris, en toute connaissance de cause, deux résolutions tactiques : accepter d'embarquer des prix plus agressifs pour soutenir notre taux d'activité et augmenter la part des interventions au forfait pour nous aligner au plus près de l'évolution de la demande de nos clients.

Grâce à cette tactique, nous avons pu globalement en 2009 défendre nos taux d'activité pour préserver nos équipes, certes au détriment de prix de vente plus bas qui ont pesé sur nos marges.

B. Faits marquants de l'exercice

Considérant que le gros de la crise est passé, quelles en auront été les conséquences pour nous ?

Evidemment, en premier lieu, une baisse de notre Chiffre d'Affaires, après dix années de vigoureuse croissance, mais aussi et surtout des acquis durables qui constituent autant de fondations solides pour notre développement futur :

- Une stratégie de développement sur nos axes de spécialisation validée à l'épreuve du feu,
- Une gouvernance qui a prouvé son efficacité et sa réactivité par gros temps,
- Une organisation de la production et du commerce ajustée pour mieux répondre à une demande du marché en mutation
- L'assimilation d'une culture durable de la gestion du cash et du risque associée à la maîtrise des coûts.

C'est donc avec de nouveaux atouts incontestables que nous abordons la période à venir.

C. Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport de gestion

Il n'y a pas eu d'évènement particulier.

D. Activité

1 – Présentation

Soft Computing est une société de conseil et de services spécialisée en Gestion de la Relation Client (CRM), Pilotage de la Performance (Business Intelligence) et e-Business. La société compte 343 salariés et propose des prestations de Conseil, de Technologie et de Marketing Services auprès des Directions Métiers et des Directions Informatiques de ses clients, principalement grands comptes.

Les actions de la société Soft Computing sont cotées sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (ISIN : FR0000075517, Reuters : SFT.PA, Bloomberg : SFT.FP) et font partie de l'indice IT.CAC Allshares. L'introduit - Teneur de Marché est la société Oddo.

2 – Evolution du Chiffre d'affaires 2009

Le Chiffre d'affaires du groupe Soft Computing ressort à 34,1 millions d'euros, en baisse de 7% par rapport à l'exercice 2008.

La ventilation du Chiffre d'Affaires par secteur continue d'évoluer vers une meilleure répartition entre les secteurs. Une moindre prépondérance de la Banque et de l'Assurance est constatée (46% en 2009, contre 51% en 2008), c'est la conséquence de la baisse de la demande dans la Finance. La Distribution, incluant le eCommerce, le Luxe et la VPC, voit sa part progresser une nouvelle fois, en passant de 15 à 18 % du Chiffre d'Affaires. De même, l'Industrie progresse en passant de 10 à 12% contrairement aux Telecom et au tourisme/transport qui voient leur part baisser de 2 points et sont respectivement à 9% et 4%.

L'activité de l'année 2009 est particulièrement contrastée entre les pôles :

- le pôle Marketing Services a continué sa croissance et a réalisé une progression de 2.8 %. Cette croissance dans un marché difficile atteste la qualité et le bon positionnement de l'offre.
- le ralentissement économique a impacté le pôle Technologie en baisse de 6.3 %. Cette baisse est due pour moitié à la baisse de la sous-traitance et pour moitié à une

dégradation des taux d'activité à prix constant. Les services liés à la Business Intelligence et au CRM poursuivent pour leur part leur croissance.

- le pôle Conseil, qui représente 9 % du Chiffre d'Affaires 2009, a quant à lui baissé de 29.7 % en 2009. La plupart des clients importants ont en effet réduit leurs grands projets de transformation en 2009 ce qui a nécessité des mesures d'adaptation et de réduction des charges.

La part de l'étranger représente environ 5 % de l'activité globale 2009.

E. Evolution récente et perspectives d'avenir

Dans un contexte de sortie progressive de crise, nous disposons de bases solides pour aborder l'exercice 2010 :

- Une base de clientèle fidèle solide,
- De nouveaux clients acquis en 2009 qui sont autant de relais de croissance,
- Un carnet de commande qui se regarnit,
- Des effectifs qui repartent à la hausse,
- Des coûts de structure maîtrisés,
- Une structure financière solide.

Forts de ces bases saines, d'une stratégie claire, de collaborateurs compétents, de clients fidèles et d'actionnaires stables, nous disposons des moyens nécessaires pour affronter la nouvelle donne du marché et délivrer de manière durable une croissance rentable afin de créer de la valeur pour nos actionnaires, nos clients et nos salariés que nous tenons à remercier ici pour leur confiance.

F. Comptes

a) Examen du compte de résultat

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2008. Il faut toutefois noter la fusion réalisée avec la société Soft Computing Media au 1^{er} janvier 2009.

La société Soft Computing a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 34,1 M€, en baisse de 7% sur l'année précédente.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à un bénéfice de 0,6 M€, en baisse comparé à 2008 (1,6 M€).

Le résultat financier 2009 est favorable (29 K€) alors qu'il était défavorable en 2008 (- 104 K€) en raison d'une provision sur les actions propres (baisse du cours de Soft Computing avant la réduction de capital par voie d'annulation des actions propres) et de la perte de trésorerie liée au « subprimes » 2007. Les produits financiers 2009 en revanche sont en baisse, 34 K€ en 2009 contre 116 K€ en 2008, du fait de la baisse des taux des SICAV monétaires sur l'année 2009.

Le résultat exceptionnel 2009 est une perte de 732 K€ due :

- aux mesures de restructuration prises pour pallier la baisse du chiffre d'affaires
- à un complément de provision concernant le litige avec l'URSSAF

Le résultat net 2009 est un bénéfice de 1 000 K€, à comparer à un bénéfice de 1 316 K€ en 2008. L'écart entre les deux années est amoindri grâce à la comptabilisation en 2009 du Crédit d'Impôt Recherche 2008 qui s'élevait à 1 147 K€

b) Examen du bilan

Actif immobilisé : Celui-ci passe de 9,1 M€ à 9,7 M€ sur l'année 2009. Cette augmentation est liée à l'acquisition par la société de ses propres actions en vue de les annuler. A fin décembre 2009, le montant des actions propres s'élevait à 0,9 M€ contre 0,2 M€ fin 2008.

Actif circulant : Celui-ci passe à 16,0 M€ contre 16,6 M€ sur l'année 2008. Les créances baissent de 20% (soit -2,3 M€) grâce à un travail en profondeur sur le recouvrement. La trésorerie progresse de 42% (soit +1,9 M€), grâce à la marge brute d'autofinancement et l'amélioration du BFR, qui ont permis de financer par ailleurs l'achat d'actions propres pour 0,7 M€.

Capitaux propres : Ceux-ci augmentent par rapport à l'année 2008 et passent de 14,3 à 15,3 M€ grâce au résultat qui est un bénéfice de 1 M€.

Dettes : Les dettes s'élèvent à 9,6 M€ contre 11,1 M€ en 2008. Cette baisse est liée à la réduction des dettes fiscales et sociales.

Le poste fournisseurs (factures reçues) s'élève à 1 339 K€. Les délais de règlements sont les suivants :

Délais fournisseurs au 31/12/2009 en K€	
de 0 à 30 jours	1 066
de 31 à 90 jours	161
+ de 90 jours	112
Total	1 339

c) **Activité en matière de R & D**

Les marques Soft Computing ainsi que les noms de domaine Internet correspondants sont déposés en France par Soft Computing.

SOFT COMPUTING ayant formalisé son processus de recherche et développement a obtenu fin 2002 la qualification d' « entreprise innovante » par l'ANVAR. Cette qualification a été renouvelée en 2006. Par ailleurs, la société a obtenu courant octobre 2008, et pour une durée de 3 ans, l'agrément d' « Organisme de Recherche et Développement » de la part du Ministère de l'enseignement Supérieur de la Recherche.

Sur les 4 dernières années, des solutions ont été développées :

- un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse en 2004
- une solution MFA pour du marketing opérationnel en 2005
- un programme de développement d'une plate forme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données « tiers » et services associés en 2006/2007.

Les coûts relatifs au développement du logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 6 K€

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de MFA ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€. En 2007, la totalité des 35 K€ a fait l'objet d'un amortissement en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

d) Actions propres

Soft Computing a procédé à l'achat de 244 957 de ses propres actions en vue de les annuler.

Par ailleurs, la société a acquis 5 458 actions par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO Corporate.

A la clôture il reste :

Quantité achetées : 250 415 actions

Prix d'acquisition moyen : 3,02 €

Montant : 756 686,54 €

Frais de courtage : 3 803 €

Valorisation de l'action au 31 décembre 2009 : 2,69 €

A la clôture de l'exercice 2009, les actions propres acquises via le contrat de liquidité ont une valeur d'inventaire de 15 123,58 € avec un cours moyen unitaire du mois de décembre 2008 de 2,67 €.

e) Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est constaté sur l'exercice.

G. Situation et évolution de l'activité des filiales

Soft Computing Média (ex-Culture et Société Média) a fait l'objet d'une TUP en faveur de Soft Computing à effet au 1^{er} janvier 2009. Il n'existe donc plus de filiale.

H. Renseignement relatif à la répartition du capital

Il n'y a pas eu de changements majeurs sur le contrôle de Soft Computing en 2009. La part d'auto détention est passée à 8,47% du capital.

	Au 31 décembre 2008			Au 31 décembre 2009		
	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote
Famille FISCHMEISTER	935 474	31,65%	35,91%	935 474	31,65%	37,24%
Gilles VENTURI	932 000	31,53%	37,84%	932 000	31,53%	39,25%
Soft Computing (Autodétention)	6 769	0,23%	0,14%	250 415	8,47%	5,32%
Autres (1)	196 017	6,63%	7,98%	19 762	0,67%	0,82%
Public (2)	885 688	29,96%	18,13%	818 297	27,68%	17,37%
TOTAL	2 955 948	100,00%	100,00%	2 955 948	100,00%	100,00%

(1) Actionnaires inscrits au nominatif

NB : La proportion du capital de Soft Computing détenue par ses salariés au travers d'une gestion collective est inférieure à 3%.

I. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 999 531 € que nous vous proposons d'affecter en report à nouveau.

Par ailleurs, le conseil décide d'affecter en réserve indisponible la somme de

750 000 € prélevée sur le compte de report à nouveau pour couvrir les actions propres. Le report à nouveau s'élèverait alors à 4 764 867 €

Enfin, nous vous proposons le versement d'un dividende de 0,20 € par action qui serait prélevé sur le report à nouveau, le portant finalement à 4 173 677 €

Compte tenu de ces affectations, les capitaux propres de la société seraient de

14 717 539 €

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et celui de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2006	-	-
2007	-	-
2008	-	-

J. Stock options

L'Assemblée Générale du 22 mai 2008 a décidé la mise en place d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés, valable pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 22 juillet 2011. Le solde disponible pour de futures distributions est de 170 446 options au 31 décembre 2009.

Tous les plans précédents sont expirés.

Tableau récapitulatif des titres donnant accès au capital

OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS OU D'ACHATS	Plan 1 / Tranche 2	Plan 2 / Tranche 1	Plan 2 / Tranche 1	Plan 2 / Tranche 2	Plan 3 / Tranche 1
Nature	Achat	Achat	Souscription	Souscription	Achat
Date d'assemblée	25/02/2002	10/06/2003	10/06/2003	10/06/2003	27/05/2005
Date du conseil d'administration	01/04/2003	10/02/2004	10/02/2004	07/04/2005	17/10/2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites/achetées	11 250	19 925	20 111	45 000	122 500
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	5 000	-	5 543	17 000	47 500
Nombre de dirigeants concernés	2	0	2	2	4
Point de départ d'exercice des bons / options	01/04/2007	10/02/2008	10/02/2008	07/04/2009	17/10/2011
Date d'expiration	01/04/2010	10/02/2011	10/02/2011	07/04/2012	17/10/2014
Prix de souscription / d'achat	4,59 euros	4,69 euros	4,69 euros	6,89 euros	3,88 euros
Nombre d'actions souscrites/achetées au 31/12/2009	2 250	0	0	0	0

Informations relatives à la dilution potentielle du capital de Soft Computing

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Date d'émission	Prix d'exercice	Identité des détenteurs de ces instruments	Période d'exercibilité		Dilution potentielle pouvant résulter de l'exercice de ces instruments
				Par détenteur	Nombre d'actions auxquelles donnent droit ces instruments	
BSA						
BSPCE						
Options de souscription d'actions	25/2/02	5,12 €	Salariés	Salariés	-	0,0%
Options de souscription d'actions	10/2/04	4,69 €	Salariés	Salariés	20 111	0,7%
Options de souscription d'actions	7/4/05	6,89 €	Salariés	Salariés	45 000	1,5%
Obligations convertibles						
Obligations remboursable en actions						
Total					65 111	2,2%

Informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS CONSENTIES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2008 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2008 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2009 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2009 par chaque mandataire social	-			

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2008 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2008 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2009 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2009 par chaque mandataire social	-			

K. Rémunération des mandataires sociaux (exercice 2009)

	2009	2008
Eric FISCHMEISTER	: 135 000 €	130 000 €
Gilles VENTURI	: 135 000 €	133 000 €

Cette rémunération est fixe, à l'exclusion de toute autre forme de rémunération.

Aucun engagement particulier de la société n'a été consenti aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

L. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les administrateurs dans toute société durant l'exercice

En application de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles régulations économiques, nous vous présentons la liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercées par chacun de vos mandataires, dans toutes sociétés, durant l'exercice :

Administrateur	Sociétés
Eric FISCHMEISTER	
Gilles VENTURI	Voltaire Fund (UK) ****,
François-Henri PINAULT	Artémis, Financière Pinault**, Fnac, Pinault-Printemps-Redoute, SC Château Latour***, Yves Saint Laurent*, Sapardis, Redcats, Boucheron *, Christie's International****, Gucci****, Sowind Group, Puma****, Bouygues
Emmanuel CHAIN	Jouve et Associés*, Eléphant et Compagnie**

Légende : Pas d'étoile : administrateur

* Membre du Conseil de Surveillance

** Gérant

*** Membre du Conseil de Gérance

**** Board of Directors

M. Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées aux dits articles dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 24 732 €.

N. Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

O. Conséquences sociales de l'activité

1. Effectif

L'effectif du groupe baisse de 4,7% en 2009. Il est de 343 personnes au 31 décembre 2009 contre 360 personnes au 31 décembre 2008.

52 personnes ont été embauchées sur l'année. Il y a eu 69 départs. Le taux global de rotation non maîtrisée du personnel en 2009 est d'environ 7 %.

Au delà de cet effectif, le groupe a conclu 2 CDD, qui ont permis de suppléer aux congés aux congés maternité. Une dizaine de CDD complémentaires ont été conclus sur de courtes durées pour des opérations d'enquête ponctuelles.

2. Organisation du temps de travail

L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures. L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures. Seize salarié(e)s bénéficient de contrats à temps partiel dont dix sont des congés parentaux d'éducation, trois congés pour création d'entreprise dont un qui prend fin le 31 décembre 2009, et un congé sabbatique de six mois en cours. De plus un congé sabbatique a été accordé en 2010 d'une durée de quatre mois.

Il est très peu fait appel aux heures supplémentaires, des surcharges ponctuelles se trouvent régularisées par l'annualisation du temps de travail.

L'absentéisme est de 1,9% (en excluant 12 congés maternités).

3. Rémunérations

Les salaires moyens ont baissé de 1.2 % en moyenne entre 2008 et 2009.

Le bilan concernant l'égalité professionnelle hommes/femmes fait apparaître des écarts d'environ 2 à 9% selon les catégories professionnelles, dans un sens comme dans l'autre.

L'analyse n'est pas aisée compte tenu de la taille des échantillons combinée, à des métiers différents, et à des facteurs complémentaires comme l'âge, l'ancienneté, le lieu géographique pour une même catégorie.

Présentés au comité d'entreprise, ces écarts n'ont pas été retenus comme significatifs car la moyenne des écarts est globalement faible. Pour les maxima, des indicateurs objectifs de type âge ou ancienneté entraînent forcément des différences dans un sens ou dans l'autre lorsque l'échantillon est réduit.

4. Relations professionnelles

Rien à signaler concernant les relations professionnelles.

5. Conditions d'hygiène et sécurité

Rien à signaler

6. Formation

La Formation professionnelle continue est considérée dans le groupe comme un atout majeur de compétitivité et de qualité de service.

Un gros travail de fond a été réalisé en 2009 pour développer la formation, en développant en particulier la formation interne et l'autoformation, et en travaillant de façon rapprochée avec le Fafiec.

Les investissements réalisés en formations internes et autoformations ont permis la mise en place de 14 plateformes d'autoformation technique, développées par un expert technique et le coordinateur de la plateforme.

Le travail avec le Fafiec a permis de dispenser de nombreuses formations sur les entretiens individuels et la gestion de projet.

Les dépenses de formation 2009 représentent environ 2,7% de la masse salariale, largement au-dessus des enveloppes légales, avec une moyenne de 2 jours par personne.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe n'emploie pas à ce jour de travailleur handicapé et travaille avec l'AGEPHIP pour les postes à pourvoir compatibles avec l'emploi de handicapés. Le groupe a recours régulièrement à l'ESAT.

Il y a eu une seule candidature spontanée constatée au service recrutement en 2009.

L'entreprise s'acquitte de ses obligations en termes de contribution.

8. Œuvres sociales

Les dotations aux œuvres sociales du CE sont égales à 0,24% de la masse salariale du groupe. Elles ont permis pour l'année 2009 l'organisation de :

Un abonnement à CANAL CE pour un certain nombre de services comme la billetterie, une offre Disneyland Paris, l'achat de chèques vacances, une soirée poker, un après midi récréatif avec distribution de cadeaux de Noël aux enfants, et enfin, la remise de chèques cadeaux et de chèques naissance.

Soft Computing a soutenu l'association Soft Computing Evènementiel pour l'achat des équipements de la saison 2009/2010.

9. Sous-traitance

Le groupe fait peu appel à la sous-traitance (une vingtaine de consultants en moyenne par an), en cas de besoin d'une expertise spécifique, achetée soit chez un éditeur, soit en freelance, soit dans une SSII.

10. Environnement

Le groupe a signé fin 2005 le Pacte Mondial des Nations Unies pour le développement durable. " *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ".

Notre activité de services est par nature peu impactante sur l'environnement, mais nous pouvons y contribuer modestement en étant vigilant sur les consommables et le papier, sur l'électricité et l'eau, sur les émissions de Co2 liées aux déplacements de nos salariés.

P. Conséquences environnementales de l'activité

Néant, car le groupe exerce exclusivement une activité de services

Q. Délégation accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

1 Actions gratuites

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2008, le conseil d'administration a été autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L 225-197-1 et

L 225-197-2 du Code de Commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre au profit :

- Des membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- Et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.
-

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 10 % du capital social existant au jour de la première attribution décidée par le conseil d'administration.

Cette autorisation expire le 27 juillet 2011.

2 Autres délégations

L'assemblée générale mixte du 19 mai 2009 a autorisé le conseil d'administration à procéder à diverses opérations sur le capital de la société :

Nature de l'opération	Plafond	Date d'autorisation	Date d'expiration
Augmentation de capital réservée aux actionnaires	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Emission de diverses valeurs mobilières avec suppression du DPS	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	2 000 000 euros	19/5/09	19/7/11
Augmentation de capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres	10% du capital social	19/5/09	19/7/11
Emission d'actions réservées aux adhérents PEE	20 000 euros	19/5/09	19/7/11
Réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	10% du capital social	19/5/09	24/5/11

Abréviations :

DPS : Droit Préférentiel de Souscription

PEE : Plan d'Épargne Entreprise

R. Principaux risques et incertitudes auxquelles la société est confrontée

La société n'est confrontée à aucun risque ou incertitude majeures autres que ceux indiqués dans le document de référence

Le Conseil d'Administration

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA
SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	635 367	647 213	647 693	591 190	591 190
Nombre des actions ordinaires existantes	3 176 825	3 236 067	3 238 467	2 955 948	2 955 948
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par convention d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	15 492 786	18 555 606	20 311 636	36 705 215	34 118 151
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 403 240	681 981	347 022	2 317 438	537 250
Impôts sur les bénéfices	318 702	65 141	17 468	331 114	-1 147 329
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	712 564	116 191	-7 711	1 315 969	999 531
Résultat distribué	249 947	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,34	0,19	0,10	0,67	0,57
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,22	0,04	PM	0,45	0,34
Dividende attribué à chaque action	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	131	159	172	362	356
Montant de la masse salariale de l'exercice	6 807 904	7 964 359	8 235 678	16 869 213	16 232 045
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	3 283 143	3 806 874	4 048 384	8 690 288	8 070 747

D/ Rapport des contrôleurs légaux

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Société Soft Computing

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **SOFT COMPUTING**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « faits caractéristiques » et la note 20 de l'annexe relatives à la comptabilisation du crédit d'impôt recherche 2008 et 2009.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La valeur actuelle des fonds de commerce et autres actifs incorporels assimilés fait l'objet d'un suivi et, le cas échéant, d'une dépréciation selon les modalités qui figurent dans le paragraphe « Suivi des fonds de commerce » de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons apprécié les données et hypothèses utilisées par la direction pour déterminer la valeur actuelle et vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 12 avril 2010

Serec Audit

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International


Benoit Grenier


Vincent Hamboort